



"L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes" Karl Marx

L'aile rouge

Édité par des militants toulousains anticapitalistes de l'aéronautique

Mardi 29 septembre 2026

Après le succès des mobilisations du 29 septembre Le pouvoir craint notre révolte, donnons-lui raison !

Mardi 29 septembre, les fonctionnaires ont fait grève et manifesté pour des moyens et contre le blocage de leur salaire. Des cheminots, des métallos, des postiers, des salariés de la chimie, du public comme du privé, ont tenu à participer. Les pompiers de tout le pays ont occupé le Champ-de-Mars à Paris pendant deux jours et rejoint par milliers la manifestation de la capitale pour crier leur colère après cet été caniculaire où ils ont été envoyés en première ligne sans moyens. Toute la semaine, des lycéens des quartiers les plus défavorisés ont fait grève ou bloqué leur établissement pour dénoncer leurs conditions d'étude et refuser la sélection par le fric. Oui, il est temps de s'y mettre tous ensemble, non seulement pour empêcher les flics de casser les dents des lycéens, mais pour enfin « vivre et pas survivre » !

La guerre des prix ne se mène pas contre les peuples mais contre les capitalistes

Jeudi 24 septembre, à la télé, Macron a annoncé l'envoi de soldats en Arabie saoudite. Il se justifie en expliquant qu'il fait tout pour contenir les prix de l'essence qui non seulement empêchent bon nombre d'entre nous de faire le plein, mais pèsent sur les prix alimentaires déjà à la hausse.

La guerre pour contenir les prix ? Sauf que la hausse actuelle est un produit de la guerre des États-Unis et Israël contre l'Iran, agression que Macron renforce pour les intérêts des pétroliers français. Notre pouvoir d'achat, il s'en moque !

Il y aurait pourtant des mesures simples : augmenter les salaires, bloquer les prix. Mais cela amputerait les profits des capitalistes et le rôle de Macron est au contraire de leur permettre de gonfler : la France est désormais sur la deuxième marche du podium des dividendes avec 61 milliards d'euros versés aux actionnaires.

Guerre aux plus fragiles

Lecornu prétend économiser 54 milliards sur le prochain budget. Pas en puisant sur ces dividendes, ni dans les 211 milliards d'exonérations et subventions au bénéfice des patrons. Mais en gelant les pensions des retraités, en gelant une nouvelle fois l'indice des fonctionnaires ainsi que les aides au logement ; en faisant la chasse aux arrêts maladie ; en imposant un délai de carence aux travailleurs étrangers pour l'ouverture de droits. Les hôpitaux sont dans un état lamentable ? Pareil pour les écoles ? Ils devront aussi se serrer la ceinture, comme tous les services publics.

Mais pas le ministère des Armées, ni ceux de l'Intérieur ou la Justice qui doivent pouvoir s'en prendre à ces pauvres qui pourraient finir par se révolter.

Ne pas nous contenter de crier notre colère, mais préparer une lutte d'ensemble

C'est bien cette révolte que craint le pouvoir : le spectre des Gilets jaunes lui fait peur, et il a bien raison !

Compter sur l'élection présidentielle pour résoudre au moins une partie de nos problèmes serait un mauvais calcul. D'abord, mai, c'est loin : dans quel état sera notre budget à nous ? Ensuite cela laisserait croire à tous les candidats qui rêvent de gouverner pour le plus grand profit des patrons que nous sommes prêts à attendre patiemment que le « salut » vienne d'en haut.

Nous devons au contraire manifester notre impatience et notre colère par tous les moyens. La journée réussie de mardi dernier ne sera utile que si elle marque le début de la riposte à la guerre que nous mènent le patronat et le gouvernement. Les lycéens poursuivent leur mouvement, qui s'amplifie de jour en jour. Les pompiers ne lâchent rien. On parle d'une nouvelle mobilisation des Gilets jaunes le 17 octobre. Tout ce qui va vers une convergence de toutes les luttes est à prendre.

Nous devons discuter sur nos lieux de travail pour participer à ce qui pourrait devenir un mouvement d'ensemble. Pour nos salaires, pour nos conditions de travail, pour l'avenir de nos enfants, il faut qu'il y ait des suites. Et, si les syndicats se refusent à l'organiser, il nous faudra le faire nous-mêmes.

Présidentielle
2027

SELMA LABIB
conductrice de bus



Soutenue par
Gaël QUIRANTE

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES

Négociations entre amis

A la fin du mois de septembre un accord va être mis au vote pour les salariés d'Airbus en Espagne. Petit hic, cet accord a été négocié avec les seules organisations syndicales NON-GRÉVISTES.

Il y a des avancées sur les salaires notamment, mais qui restent bien en dessous de ce que les grévistes veulent. Pas étonnant, car l'accord est le fruit de discussions entre « amis », les grévistes ayant été écartés des discussions.

Airbus piétine les lois espagnoles

Le droit du travail espagnol est clair : pour négocier un accord lors d'une grève, c'est avec les grévistes qu'il faut le faire. Airbus prône la tolérance et le respect... mais pas des lois !

C'est la grève qui fait bouger les choses !

Cet accord, même s'il a été négocié dans le dos des grévistes n'existe QUE grâce à la grève de nos collègues espagnols.

Aujourd'hui, la direction propose notamment d'augmenter les salaires de 8 % sur 4 ans pour rattraper la perte de pouvoir d'achat, mais aussi que les salaires suivent EN PLUS l'inflation.

Ce n'est pas notre démocratie !

C'est l'ensemble des salariés d'Airbus qui vont voter pour ou contre l'accord. Ce choix peut sembler « démocratique », car il permet à tout le monde de s'exprimer. Mais faire voter tout le monde, c'est diminuer le poids des grévistes dans la décision.

C'est aux grévistes et uniquement aux grévistes de décider !

Les grévistes ne jouent pas non plus !

Le gouvernement espagnol qui a participé aux négociations s'est aplati devant Airbus au prétexte de la défense de l'emploi : *"Nous ne pouvons pas jouer avec les moyens de subsistance des trente prochaines années"*. Mais les 6000 grévistes pendant presque 40 jours ne « jouent » pas. Ils se battent pour vivre.

Ni Dieu, ni César, ni Tribun !

Avec les élections qui arrivent en France, certains se disent qu'un gouvernement de gauche pourrait être un point d'appui pour nos luttes. L'exemple espagnol avec son gouvernement socialiste pourtant décrit par certains comme « *le plus progressiste de l'histoire* » montre que les travailleurs ne peuvent vraiment compter que sur eux mêmes !

A350 Frighter – C'est beau mais à quoi ça sert ?

Un avion de plus pour les livraisons J+1 d'Amazon Prime. Mais pas un avion de plus pour éteindre les incendies.

Les pressions continuent

Sur les P20 du 350 beaucoup sont obligés de faire des heures sup le vendredi ou le samedi et pour ceux qui n'en sont pas tout à fait là les chefs font de plus en plus sentir que ça va pas tarder. Alors que nos salaires baissent par rapport à l'inflation de l'essence, les chefs s'appuient là-dessus pour nous pousser à bosser plus, jusqu'à quand ?

Total, bienfaiteur au grand cœur

Diesel et essence plafonnés dans les stations-services : il faudrait féliciter Total qui prétend y perdre de l'argent. Sauf que... cela a permis de prendre des parts de marché en plus sur les concurrents (3%). Et sur les 6 derniers mois, Total a fait 11 milliards d'euros de profit, siphonnés directement de nos poches. Le blocage d'Ormuz, quand on est un capitaliste, c'est juste une aubaine pour faire monter les prix.

Les salaires doivent suivre le prix de l'essence !

C'est ce qu'on appelle l'échelle mobile des salaires. Quand les prix montent, les salaires doivent suivre, sinon c'est la galère qu'on connaît !

> En Espagne, ils se sont gagnés par la grève que leur salaire suive l'inflation pour les 4 prochaines années.

> Ici en France, à Airbus et dans la sous-traitance la prime de frais kilométriques n'a même pas bougé d'un poil depuis des années !

Si on veut vivre et pas survivre, suivons l'exemple de nos collègues espagnols !

AZF : on n'oublie pas !

25 ans après l'explosion de l'usine d'AZF en 2001, qui aura fait 31 morts et des milliers de blessés et de sinistrés, on constate que ce sont toujours les mêmes qui jouent avec nos vies. Le groupe Total (auquel appartenait l'usine), qui s'en met plein les poches aujourd'hui, n'avait pas été condamné alors qu'il était pleinement responsable.

Les « accidents » industriels ne tombent pas du ciel et continueront d'arriver tant que la sécurité des travailleurs et de la population passera après les profits.

Un choc pour nous tous

Un collègue a été retrouvé mort mercredi dernier dans une usine Airbus. Une enquête est en cours, mais beaucoup parlent de suicide. Si c'est confirmé, le choix d'avoir réalisé cet acte sur son lieu de travail ne peut pas être balayé comme le fruit du hasard. Attendons d'en savoir davantage. Toutes nos pensées vont à la famille ainsi qu'aux proches de ce collègue.

